



COMPTE-RENDU DU CONSEIL DE GESTION UFR DES SCIENCES

Mardi 18 janvier 2022

Université de Picardie Jules Verne
UFR des Sciences

33 rue Saint Leu
80039 Amiens cedex 1
cecile.poirot@u-picardie.fr
Tél : 03 22 82 75 20



Le Conseil de Gestion de l'UFR des Sciences s'est réuni le mardi 18 janvier à 9h00 en visioconférence sous la présidence de Monsieur Mohammed GUEDDA, doyen d'âge, en présence de :

Madame Gaëlle ALLART
Monsieur Antony BEAUJEAN
Madame Zaïhya BERRIAHI
Madame Eva BONIFACE
Monsieur Jérôme BOSCHE
Madame Sophie BOUTON
Madame Laure BRISOUX-DEVENDEVILLE
Monsieur Jean-Noël CHOTARD
Monsieur Valentin COULLARE
Monsieur Alain COURNIER
Monsieur Vincent DEMAILLY
Monsieur Loïc DUPONT
Monsieur Paul GREGOIRE
Monsieur Mohammed GUEDDA
Madame Claude GUERY
Madame Annie GUILLER
Madame Da HUO
Monsieur Jérémie HORDE
Madame Djemaa KACHI
Madame Virginie LAMBERTYN
Monsieur Raynald LESIEUR
Madame Karine SORLIN
Madame Mélanie SEREE
Monsieur Pascal VASSEUR
Madame Isabelle WALLET

Avaient donné procuration :

Madame Halima AHIDOUCH à Monsieur Jérôme BOSCHE
Monsieur Samuel KAUFFMANN à Monsieur Vincent DEMAILLY

Assistaient également à la réunion :

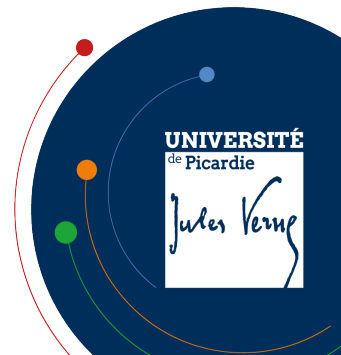
Madame Cécile POIRET

L'ordre du jour est le suivant :

1. Election du directeur de l'UFR des Sciences

Monsieur GUEDDA ouvre la séance et présente l'unique candidature aux fonctions de directeur de l'UFR des Sciences déposée par Madame GILLET.

Monsieur GUEDDA précise que Madame GILLET disposera de 10 minutes de présentation suivies de 15 minutes d'échanges avec les membres du conseil, puis donne la parole à Madame GILLET.



Madame GILLET présente le bilan de son mandat 2016/2021 et sa candidature pour un second mandat.

Bilan 2016/2021 :

- Montage des formations dans le cadre de l'accréditation 2018, comprenant 6 mentions de licence dont 7 portails en licence 1^{ère} année et 14 parcours en 3^{ème} année, 5 mentions de licence professionnelle dont 6 spécialités et 10 mentions de masters dont 30 parcours.
- Mise en place de dispositifs d'aide à la réussite des étudiants en licence.
- Organisation de rencontres entre les IA-IPR de l'Académie d'Amiens et les équipes pédagogiques dans le cadre de la réforme du baccalauréat et des enseignements de spécialité.
- Projet en cours d'élaboration avec les équipes pédagogiques des licences portant sur l'approche par compétences dans le cadre de la LCeR.
- Création de places en Licences avec option accès santé, et d'une UE Sciences en PASS dans le cadre de la réforme des études de santé.
- Adaptation des formations en fonction de la situation sanitaire pour maintenir une continuité pédagogique.
- Développement des ressources contractuelles par le maintien de la collecte de la taxe d'apprentissage, l'ouverture de master en alternance, la réforme de la formation professionnelle et le changement de CFA.
- Amélioration du cadre de vie professionnelle et de la communication en interne.

Projets 2022/2026 :

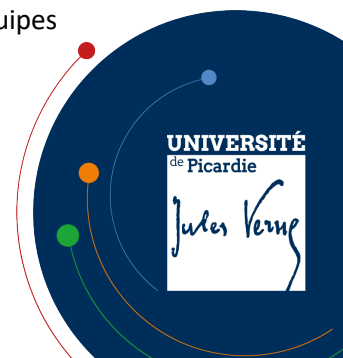
- Préparation des futures maquettes incluant une autoévaluation sincère des formations. Des dispositifs ont été mis en place, un bilan concret et factuel devra être fait, une réduction du nombre de portail en L1 pour récupérer de la soutenabilité pédagogique et améliorer l'accueil des nouveaux bacheliers. Une réflexion devra être menée sur une diplomation entre 2 et 4 ans pour permettre aux étudiants d'adapter leur parcours personnel.
- Attractivité des masters recherche à renforcer, notamment en cherchant des financements pour les bourses de master et en adaptant les parcours en fonctions de l'évolution de la recherche.
- Continuité du renforcement de la communication notamment avec les services de l'UPJV et le secondaire.
- Poursuite du développement des ressources contractuelles.

Les 15 minutes de présentation étant terminées, Monsieur GUEDDA demande aux membres du conseil s'il y a des questions.

Monsieur VASSEUR demande comment Madame GILLET envisage ce prochain mandat pour faire face à une pénurie de main d'œuvre et une croissance des effectifs étudiants.

Madame GILLET rappelle que l'université n'a pas de formation sélective en licence. De nombreux projets établissement tentent de renforcer le lien du continuum de formation, notamment en présentant les formations aux professeurs principaux dès le niveau 3^{ème} afin d'annoncer aux futurs étudiants l'organisation des études dans l'enseignement supérieur. Depuis la réforme du baccalauréat, les étudiants accueillis n'ont pas forcément de formation scientifique. Au national, leur arrivée à l'université consomme environ 500 millions d'euros pour des étudiants qui finalement ne resteront pas en L2 à l'université (60% des effectifs au niveau national). La sollicitation démesurée des équipes pédagogiques, cette perte de temps et d'argent pour les étudiants pourraient être limités si un travail était fait en amont sur la présentation de ce qu'offre l'université, ses méthodes de travail.

Ces changements de paradigmes nécessitent une mise à niveau. Il existe aujourd'hui un certain nombre de dispositifs pour permettre de la remédiation notamment le programme présidences sur Unisciel permettant aux étudiants entrants de combler leurs lacunes et de s'autoévaluer tout en épargnant les équipes pédagogiques.



D'autre part concernant les LAS, un bilan de la première année de mise en place démontre une intégration très limitée de ces étudiants en 2^{ème} année de santé. Il est nécessaire de recentrer les actions des différents interlocuteurs avant l'arrivée des étudiants et préciser leur parcours une fois arrivés, tout en restant à moyens constants.

Madame BRISOUX fait remarquer que l'UFR bien qu'elle souffre d'un manque de personnels permanents, ne doit pas faire de l'élitisme. Son devoir est d'accompagner tous les étudiants et ne peut donc pas limiter les entrées en licence. Il y a quelques années le baccalauréat était le diplôme nécessaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur et faisait office de filtre. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. La solution ne doit pas être de limiter l'accès aux étudiants. Au comité technique de l'UPJV, il lui est expliqué que l'UFR des Sciences a dans l'ensemble assez de postes pour fonctionner. Le rôle de la composante est d'affecter ces postes en interne pour permettre de faire fonctionner tous les départements.

Madame GILLET répond qu'elle défend également l'ascenseur social, faisant partie d'un service public. C'est pour cette raison qu'elle réfléchit à la possibilité d'adapter l'accueil des étudiants, non dans le but de les décourager mais de mieux les préparer en amont. Pour répondre à la réforme du baccalauréat, il sera nécessaire de prendre en compte la diversité du public pour la prochaine accréditation. Il ne s'agit pas de refuser des étudiants mais d'attirer de bons étudiants. La licence en 2, 3, ou 4 ans permettrait notamment d'accompagner plus particulièrement les étudiants plus fragiles, l'objectif étant bien la réussite de l'étudiant. Concernant la campagne d'emploi des enseignants chercheurs, l'équipe de direction prend à cœur chaque année de tenter d'établir une soutenabilité équitable dans tous les départements. Certains projets sont chronophages ; la mise en place de la LCeR consomme énormément d'heures. L'objectif sera pour la prochaine accréditation de rééquilibrer les maquettes. D'autre part, il est potentiellement possible de créer des emplois sur les ressources propres générées par les formations. Les élus du conseil seront amenés à se prononcer sur la proposition de supports contractuels. Par exemple, des ingénieurs pédagogiques pourraient être en appui des équipes pédagogiques pour mettre en œuvre un certain nombre dispositifs. L'UFR en a les moyens financiers. Toutefois, Madame GILLET rappelle que le conseil a une voix consultative et les décisions sont prises au niveau de la gouvernance.

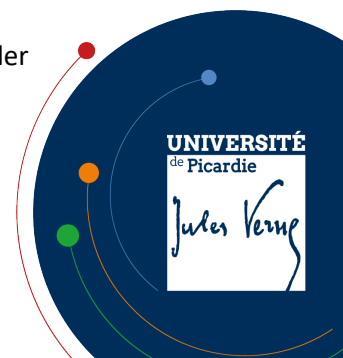
Madame GUERY apporte un élément de réflexion sur l'aspect financier. Quelle serait l'aide apportée aux équipes pour développer les ressources propres ? Les équipes pédagogiques sont déjà très sollicitées, à cela s'ajoute de nouvelles procédures financières qui alourdissent les tâches.

Madame GILLET indique que d'un point de vue financier, l'UFR est quasiment en autofinancement. Il est toutefois important de conserver une part de dotation établissement. Des pistes sont ouvertes avec le développement de certaines formations à l'alternance et la création de DU avec le soutien du SFCU. L'UFR en parallèle propose de mettre en place des projets pédagogiques d'envergure. En cours d'année, s'il reste des crédits consommables sur le budget global de l'UFR, ces projets pourraient être financés afin par exemple de renouveler les salles de TP. L'UFR doit se donner les moyens en interne d'autofinancer ses projets.

Monsieur DEMAILLY demande quelles sont les pistes envisagées pour développer le rapprochement entre le monde de l'entreprise et l'UFR des sciences.

Madame GILLET répond que des rencontres autour de thématiques métiers étaient organisées avant la crise sanitaire. Le contexte actuel est instable et compliqué. Mais le lien avec les entreprises doit se maintenir. Ce lien est toutefois fait directement avec les équipes pédagogiques. Les responsables de masters et licences professionnelles connaissent parfaitement les entreprises qui accueillent leurs étudiants. D'autre part, de nombreux professionnels et intervenants extérieurs participent aux formations de l'UFR. Ces échanges pourraient être développés une fois la crise sanitaire passée.

Les questions étant épuisées, Madame GILLET quitte la salle afin que le conseil puisse procéder au vote.



Monsieur GUEDDA soumet la candidature de Madame GILLET au vote à bulletin secret.

Ne prend pas part aux votes :	0
Abstention :	6
Contre :	2

La candidature de Madame GILLET aux fonctions de directeur de l'UFR des Sciences est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés.

Madame GILLET regagne la salle.

Monsieur GUEDDA notifie Madame GILLET le résultat du vote.

Madame GILLET remercie les membres du conseil de la confiance accordée.

Monsieur GUEDDA fait part de questions reçues après vote sur la place de la recherche à l'UFR, la place de l'UFR au sein de l'UPJV et au sein des Hauts-de-France. Ces sujets pourraient être abordés lors d'un prochain conseil.

Madame GILLET répond que la recherche doit nourrir les masters. Elle doit aussi être ancrée dès le niveau licence, surtout dans un contexte scientifique. Les masters recherche aujourd'hui ne remplissent pas les capacités d'accueil ; il sera nécessaire de communiquer autrement sur ces masters.

Madame GILLET propose de procéder à l'élection de son équipe de direction.

Madame GILLET présente les deux directeurs adjoints complétant l'équipe de direction et leurs missions respectives : Stéphane CHARVET chargé de la pédagogie axée sur la formation initiale et Frédéric COLLET en charge du développement de la formation continue et alternance et du référentiel équivalences horaires.

Madame GILLET soumet la candidature aux missions de directeur adjoint de Monsieur CHARVET au vote à bulletin secret.

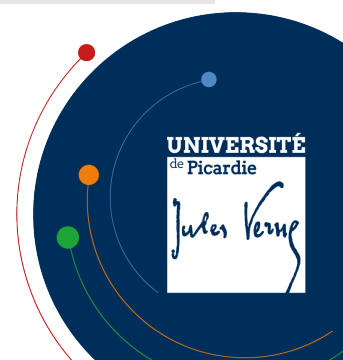
Ne prend pas part aux votes :	0
Abstention :	3
Contre :	2

La candidature de Monsieur CHARVET aux fonctions de directeur adjoint de l'UFR des Sciences est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés.

Madame GILLET soumet la candidature aux missions de directeur adjoint de Monsieur COLLET au vote à bulletin secret.

Ne prend pas part aux votes :	0
Abstention :	2
Contre :	5

La candidature de Monsieur COLLET aux fonctions de directeur adjoint de l'UFR des Sciences est adoptée à la majorité des membres présents ou représentés.



Madame GILLET remercie à nouveau les membres du conseil pour cette confiance renouvelée envers cette équipe au complet. Elle sait compter sur les élus du conseil et l'équipe de direction élargie aux chefs de départements.

Monsieur BOSCHE souligne des problèmes de fonds qui faute de temps ne font pas l'objet d'échanges avec les équipes ; la formation vers la recherche, la formation professionnalisante, la soutenabilité... Il propose de prendre le temps nécessaire afin d'en discuter ensemble avec les étudiants, les enseignants, les chercheurs et les personnels BIATSS. L'UFR des Sciences est souvent mis en avant pour innover. Elle est composante de référence. Toutefois les équipes pédagogiques ont une très mauvaise connaissance de ce qui se fait dans les autres composantes : les moyens employés, les arbitrages de postes. Cette connaissance est nécessaire afin de préserver une certaine équité entre les composantes. La communication entre les collègues devrait être plus développée.

Madame GILLET est en accord avec ce point de vue et regrette les délais toujours restreints pour traiter les problèmes de fond.

Madame KACHI note deux chantiers conséquents du prochain mandat qui devront se tenir dans un contexte difficile : une évolution pédagogique et une communication renforcée avec les organismes partenaires et financeurs.

Madame GUERY fait part de son expérience sur les bureaux élargis en tant qu'ancienne directrice et directrice adjointe de département, et confirme leur importance. Ils pourraient évoluer avec l'invitation des acteurs de la recherche suivant les ordres du jour.

Madame GILLET répond que ces bureaux sont réunis en fonction de l'actualité. Il est possible d'en augmenter la fréquence, et d'inviter des directeurs de laboratoire. Toutefois il n'y a pas de dualité, les enseignants sont également chercheurs. Les directeurs de laboratoire sont systématiquement invités aux conseils de gestion, mais ils sont peu nombreux à y assister. Au niveau établissement, la commission recherche n'envoie pas de compte-rendu aux directeurs d'UFR. Les informations liées à la recherche ont du mal à redescendre dans les composantes, par exemple concernant le référentiel recherche. Elle propose également d'inviter plus régulièrement les vice-présidents.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

